© Jobard / MdM / Sipa

© Jobard / MdM / Sipa

1_ Bidonville de Kawéni, plusieurs centaines de sans-papiers vivent ici dans des conditions précaires et dans la crainte des rafles.

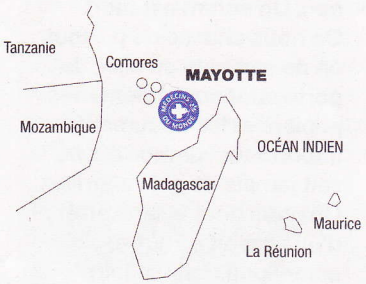
2_ De novembre 2008 à juillet 2009, MdM a mené une vaste campagne de vaccination auprès des enfants de 6 à 16 ans non scolarisés.

MIGRANTS

UN ELDORADO ILLUSOIRE

Mayotte, ses plages de sable fin, son eau bleu turquoise, ses palmiers verdoyants, ses senteurs d'ylang-ylang et ses immenses bidonvilles, ultimes refuges des migrants.

Suite du reportage sur le web



NOS OBJECTIFS
Améliorer l'accès aux soins des personnes en situation précaire ou irrégulière, témoigner de leur état de santé et de leur accès effectif aux soins.

NOS MOYENS
1 coordinatrice médicale, 1 médiatrice interprète, 1 responsable de mission, 1 logisticien, un réseau de médecins, d'infirmiers et de traducteurs bénévoles.

NOS ACTIVITÉS
Vaccination des enfants de 6 à 16 ans non scolarisés, permanence d'accueil au sein d'une association d'aide à l'accès aux droits dans le cadre d'un réseau qui regroupe la Cimade et le Réseau éducation sans frontières.

A la lisière de Mamoudzou s'élève le plus vaste bidonville de France. Éparpillées à flanc de colline, des centaines de baraques en tôle, les bangas. Parmi les poules, les chèvres, les tuyaux d'eau rafistolés, les fils électriques trafiqués, impossible de savoir combien de familles vivent ici. Pourtant Kawéni n'est qu'un bidonville parmi tant d'autres.

TERRE D'EXIL

Depuis le rattachement de l'île à la France en 1976 et l'instauration d'un visa en 1995, les migrants qui affluent des Comores rejoignent Mayotte de façon « illégale ». Fuyant la précarité et le chômage dans leur pays, ils traversent le bras de mer qui les sépare des côtes françaises. Chaque nuit, ils sont des centaines à s'entasser dans de frêles embarcations, les kwassas-kwassas. Pour une centaine d'euros, les passeurs les entraînent dans une traversée périlleuse : des heures en mer pour éviter les radars de la police aux frontières. « Ma mère a payé 700 euros pour que je vienne en kwassa privé, nous n'étions que trois dans la barque », se souvient Touman. Aujourd'hui, les étrangers représentent plus de 40 % de la population. Un pourcentage qui fait frémir les autorités. La police effectue régulièrement des contrôles et rafle sans complexe femmes, enfants, vieillards. « Il faut remplir les quotas », avoue un policier. La moitié des expulsions du territoire français sont réalisées à Mayotte. Les expulsés tentent presque tous de revenir. Employés clandestinement, ils travaillent surtout dans le bâtiment. « La plupart des ouvriers de chantier sont sans papiers. Main-d'œuvre peu chère, ils ne peuvent pas se plaindre, car on menace de les dénoncer », explique Nairati, médiatrice.

PAS DE PAPIERS, PAS DE SOINS

Les conditions de vie précaires (manque d'hygiène, promiscuité...) de cette population migrante favorisent les problèmes sanitaires. Les soins étaient gratuits pour tous jusqu'en 2005, ils sont devenus payants pour les personnes non affiliées à la Sécurité sociale. Pour une consultation médicale, les patients doivent s'acquitter de la somme de 10 euros (jusqu'à

300 euros pour un accouchement). Une barrière financière insurmontable. Nassilata vit seule avec sa fille. « Un jour, je l'ai emmenée à l'hôpital, mais je n'avais pas les 10 euros alors ils m'ont refusée. » Mounia, quant à elle, est terrorisée. « Une fois, en accompagnant ma fille à l'hôpital, je me suis fait attraper et expulser, depuis je crains de retomber sur la police et d'être renvoyée aux Comores. »

Une consultation coûte 10 euros. Une barrière financière insurmontable.

Paiement des consultations et peur des contrôles inopinés sont les deux obstacles les plus courants. Afin de dénoncer ces entraves, MdM a mis en place depuis 2007 un observatoire de l'accès aux soins. À Mayotte ne sont appliquées ni l'aide médicale d'État ni la couverture médicale universelle. Même pour les personnes en situation régulière, certaines prestations médicales restent inaccessibles, le faible niveau de vie ne leur permettant pas de bénéficier d'une mutuelle. Loin de la métropole, 374 km² de terre française oubliée... ■

LAURE ANTOINE

VACCINATION

« Odi ? » Nairiti demande l'autorisation d'entrer. À Sada, elle fait le tour des foyers. L'objectif est de sensibiliser les familles. « Vous avez des enfants ? Ils sont scolarisés ? Lundi prochain, MdM sera là. Il faut venir pour faire les vaccins. » Depuis novembre l'équipe sillonne l'île pour vacciner les enfants de 6 à 16 ans non scolarisés, 567 sont désormais immunisés. « Nous leur faisons tous les vaccins : tétanos, polio... », explique Sonia, coordinatrice médicale. « Pour les rappels, le plus délicat est de retrouver les enfants. » Armée d'un mégaphone et de patience, Sonia parcourt le quartier en appelant un à un les enfants. L'occasion aussi de rappeler aux mères d'enfants de moins de 6 ans qu'elles doivent se rendre à la PMI, où la prise en charge est gratuite. À Bouyoni, aucun enfant n'est au rendez-vous. « Le site de vaccination est situé trop près de la route, où la police peut passer à tout moment », analyse Sonia. L'équipe se déplace au pied du bidonville et 10 enfants arrivent...

PAKISTAN

PROGRAMME D'URGENCE

Au mois de mai, l'armée pakistanaise a lancé une attaque militaire dans la vallée de Swat afin de lutter contre l'insurrection menée par les talibans dans cette zone. Cette offensive a provoqué un déplacement massif de population estimé à 2 millions de personnes. Certaines d'entre elles ont trouvé refuge dans des camps, mais la grande majorité a été hébergée par des familles d'accueil ou dans des lieux publics. Médecins du Monde a mis en place une clinique mobile sur le district de Swabi. Chaque jour, le personnel pakistanais a réalisé entre 80 et 100 consultations médicales dans les communautés d'accueil. Afin de soutenir les structures de santé situées dans les zones d'afflux de déplacés, MdM a également installé une deuxième équipe médicale à l'hôpital de Swabi. ■

HAÏTI

MALNUTRITION : UNE PRIORITÉ

© Véronique Burger / Phanie

La situation sanitaire est alarmante : femmes et enfants en sont les principales victimes.

Présent en Haïti depuis 1997, Médecins du Monde a décidé d'intervenir pour appuyer l'organisation des systèmes de soins dans différents dispensaires, avec un accent important sur la santé maternoinfantile. Confronté chroniquement à l'absence de prise en charge des enfants malnutris dans les structures de santé, MdM cherche depuis plusieurs années à combler cette carence. La dégradation de la situation alimentaire en 2008 a imposé à MdM cette problématique comme prioritaire dans son programme. 2009 a donc vu se concrétiser un projet ayant pour cœur la mise en place pérenne d'une offre complète visant à lutter efficacement contre cette cause majeure de mortalité chez les moins de 5 ans. MdM apporte ainsi son soutien à l'UCS goâvienne pour favoriser l'accès à un système de santé de qualité intégrant la prise en charge de la malnutrition aiguë. ■

www.medecinsdumonde.ch